

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2017 COMMUNE DE LE VAL (Var)

Sommaire :

- I. Le cadre général du budget
 - II. La section de fonctionnement
 - III. La section d'investissement
 - IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation
- Annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que soit jointe au budget primitif une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la Commune ; elle est disponible sur son site internet.

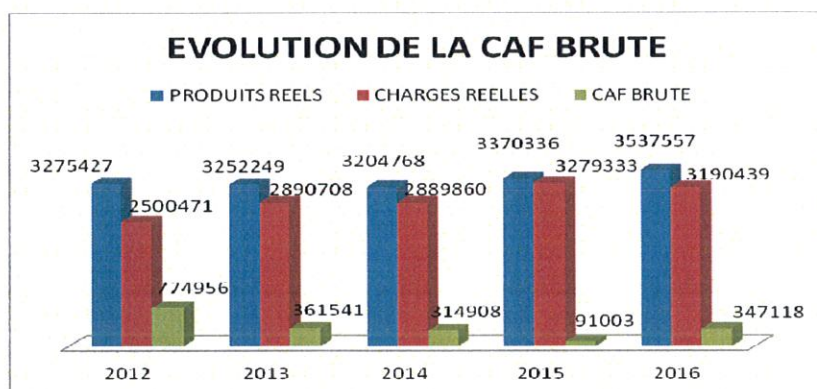
Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2017. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2017 a été voté le 11 avril 2017 par le Conseil Municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 21 mars 2017. Il a été établi avec la volonté :

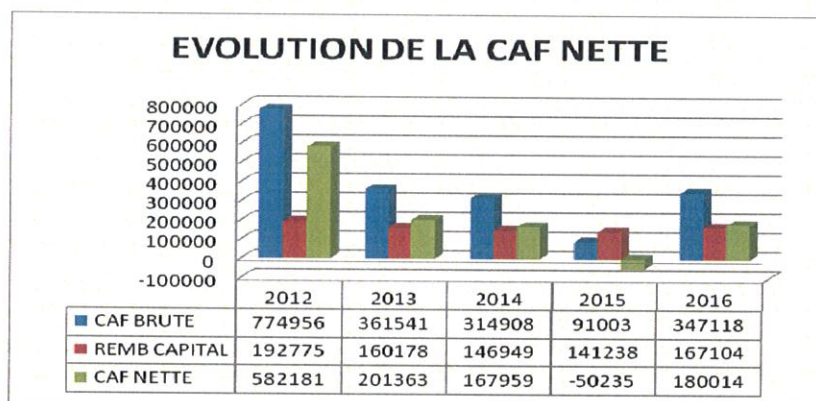
- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès de l'Etat, de la Région, du Conseil Départemental et d'autres partenaires financiers chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment les charges de gestion courante de la Commune ainsi que le versement des salaires du personnel communal ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

Situation de la Commune



La capacité d'autofinancement brute (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursement du capital de la dette, dépenses d'équipements,...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cessions d'immobilisation) et les charges réelles de fonctionnement (hors valeur comptable des immobilisations cédées). La CAF brute est en priorité affectée au remboursement des dettes en capital.



La capacité d'autofinancement nette (CAF nette) représente l'excédent du fonctionnement après remboursement des dettes en capital. Elle représente le reliquat disponible pour autofinancer des nouvelles dépenses d'équipement. La CAF nette est une des composantes du financement disponible.

La CAF nette est un indicateur de gestion qui mesure, exercice après exercice, la capacité de la collectivité à engager au niveau de son fonctionnement des ressources propres pour financer ses dépenses d'équipement, une fois ses dettes remboursées.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre Commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, centre de loisirs, activités périscolaires, transport scolaire, ..), des redevances d'occupation du domaine public, de l'attribution de compensation de la Communauté d'Agglomération, des taxes sur l'électricité et des droits de mutation, des revenus des immeubles loués,...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat et à diverses subventions et participations.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution (voir les détails dans le Rapport d'Orientations Budgétaires mis en ligne sur le site officiel de la Commune et affiché en Mairie).

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

- Les impôts locaux (1.812.462 € encaissés en 2016 et 1.823.300 € prévus pour 2017)
- Les dotations versées par l'Etat, le Département, la Caisse d'Allocations Familiales (728.141 € encaissés en 2016 et 682.000 € prévus pour 2017)
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (160.000 € encaissés en 2016 et 185.000 € prévues pour 2017)

Les recettes prévisionnelles totales de fonctionnement pour 2017 représentent 3.498.605 €. A ce montant est ajouté l'excédent de fonctionnement antérieur de 556.199 €.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires et charges du personnel communal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les charges de personnel représentent 53,46 % des dépenses de fonctionnement de la ville. Un virement de 205.000 € est inscrit au budget au profit de la section d'investissement.

Les dépenses prévisionnelles totales de fonctionnement 2017 représentent 4.054.804 €.

b) Les principales dépenses et recettes prévisionnelles 2017 de la section :

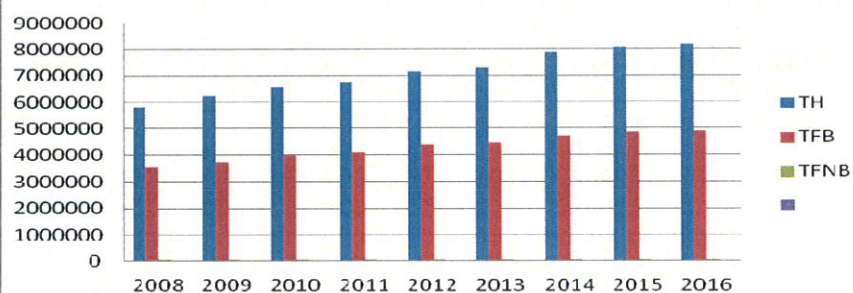
Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Dépenses courantes	837.890	Excédent brut reporté	556.199
Dépenses de personnel	2.167.734	Recettes des services	195.250
Autres dépenses de gestion courante	491.220	Impôts et taxes	2.334.188
Dépenses financières	84.000	Dotations et participations	681.967
Dépenses exceptionnelles	6.000	Autres recettes de gestion courante	48.800
Autres dépenses	30.000	Recettes exceptionnelles	8.000
Dépenses imprévues	20.000	Recettes financières	0
Total dépenses réelles	3.636.844	Autres recettes	95.000
Charges (écritures d'ordre entre sections)	212.960	Total recettes réelles	3.824.404
Virement à la section d'investissement	205.000	Produits (écritures d'ordre entre sections)	135.400
Total général	4.054.804	Total général	4.054.804

c) La fiscalité

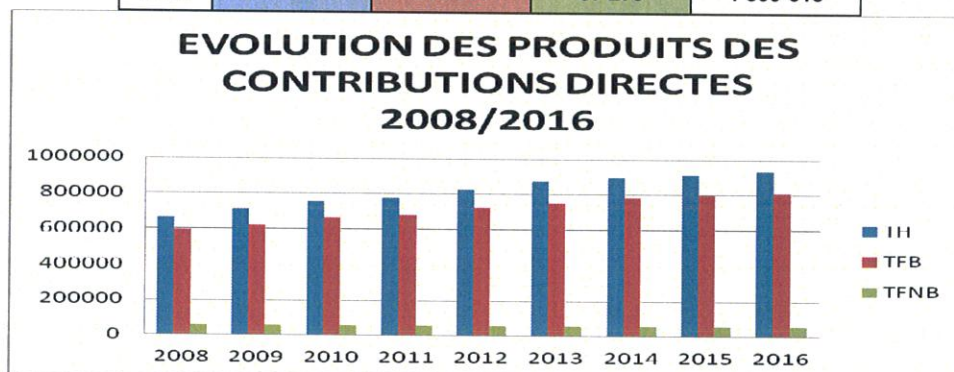
Evolution des bases d'imposition par type d'impôt de 2008 à 2016

	TH	TFB	TFNB
2008	5 814 483	3 571 378	67 097
2009	6 206 540	3 754 825	66 247
2010	6 579 868	3 977 691	65 294
2011	6 751 000	4 099 000	65 700
2012	7 153 931	4 401 838	65 138
2013	7 288 000	4 459 000	67 300
2014	7 842 397	4 713 707	65 313
2015	8 063 598	4 845 884	65 445
2016	8 165 000	4 898 000	65 600

EVOLUTION DES BASES D'IMPOSITION 2008/2016



	<u>T.H.</u>	<u>T.F.B.</u>	<u>T.F.N.B.</u>	<u>TOTAL</u>
2008	668 666	592 849	58 582	1.320.097
2009	713 752	623 301	57 840	1.394.893
2010	756 685	660 297	57 008	1.473.990
2011	776 365	680 434	57 363	1.514.162
2012	829 035	726 914	56 402	1.612 351
2013	877 751	747 420	56 978	1.682.149
2014	894 240	781 528	56 490	1.732.258
2015	913 445	801 946	57 275	1 772 666
2016	938 975	813 068	57 275	1 809 318



Les taux des impôts locaux pour 2017 demeurent inchangés (identiques depuis 2006) soit :

TAXE D'HABITATION	11,50 % (base d'imposition 8.073.000 €)
TAXE FONCIER BATI	16,60 % (base d'imposition 5.044.000 €)
TAXE FONCIER NON BATI	87,31 % (base d'imposition 66.000 €)

Le produit des contributions directes reversé à la Commune a évolué depuis 2006 en raison des révisions des bases d'imposition par les Services Fiscaux, bases utilisées comme assiette des impôts prélevés pour la Région et le Département.

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 1.823.324 €.

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat (dotation forfaitaire, dotation de solidarité rurale et dotation de péréquation) s'élèveront en 2017 à 504.990 € contre 543.638 € en 2016.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la Commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple en 2017: des subventions relatives à la réhabilitation du groupe scolaire, à la restauration de la Chapelle de Notre-Dame de Pitié,...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Déficit d'investissement reporté	0	Excédent d'investissement reporté	407.509
Remboursement d'emprunts	205.000	Virement de la section de fonctionnement	205.000
Travaux de voirie et de bâtiments (voir schéma joint en annexe)	1.734.961	FCTVA	250.000
Autres travaux		Taxe aménagement	80.000
Autres dépenses		Subventions et dons	919.891
Charges (écritures d'ordre entre sections)	135.400	Emprunt	0
/		Produits (écritures d'ordre entre section)	212.960
Total général	2.075.360	Total général	2.075.360

c) Les subventions d'investissements nouvelles prévues pour 2017 concernent la réhabilitation du groupe scolaire :

- de l'Etat (DETR).....155.000 €
- du Département:.....150.000 €

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

FONCTIONNEMENT		
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE FONCTIONNEMENT
CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES POUR 2017	4.054.804	3.498.605
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		556.199
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	4.054.804	4.054.804
INVESTISSEMENT		
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	RECETTES D'INVESTISSEMENT
CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES POUR 2017	1.723.725	1.082.960
RESTES A REALISER DE 2016	351.636	584.892
SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		407.509
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2.075.361	2.075.361
TOTAL DU BUDGET 2017	6.130.165	6.130.165

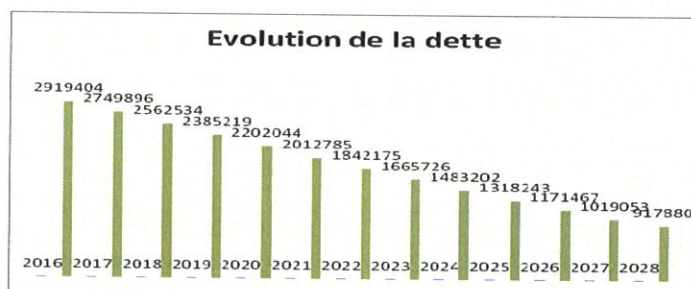
Informations statistiques :

Population D.G.F.	4.499
Population totale	4.332

Principaux ratios :

1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	853,38
2	Produit des impositions directes/population	420,90
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	790,21
4	Dépenses d'équipement brut/population	319,33
5	Encours de dette/population	635,48
6	D.G.F./population	116,57

LA CHARGE DE LA DETTE



Exercice	Restant dû au 31/12/2016 en K/€
2013	1.868
2014	1.707
2015	1.558
2016	2.920
2017	2.750
2018	2.562
2019	2.385
2020	2.202
2021	2.012
2022	1.842
2023	1.665
2024	1.483
2025	1.318
2026	1.171
2027	1.019
2028	917
2029 à 2041	Le solde

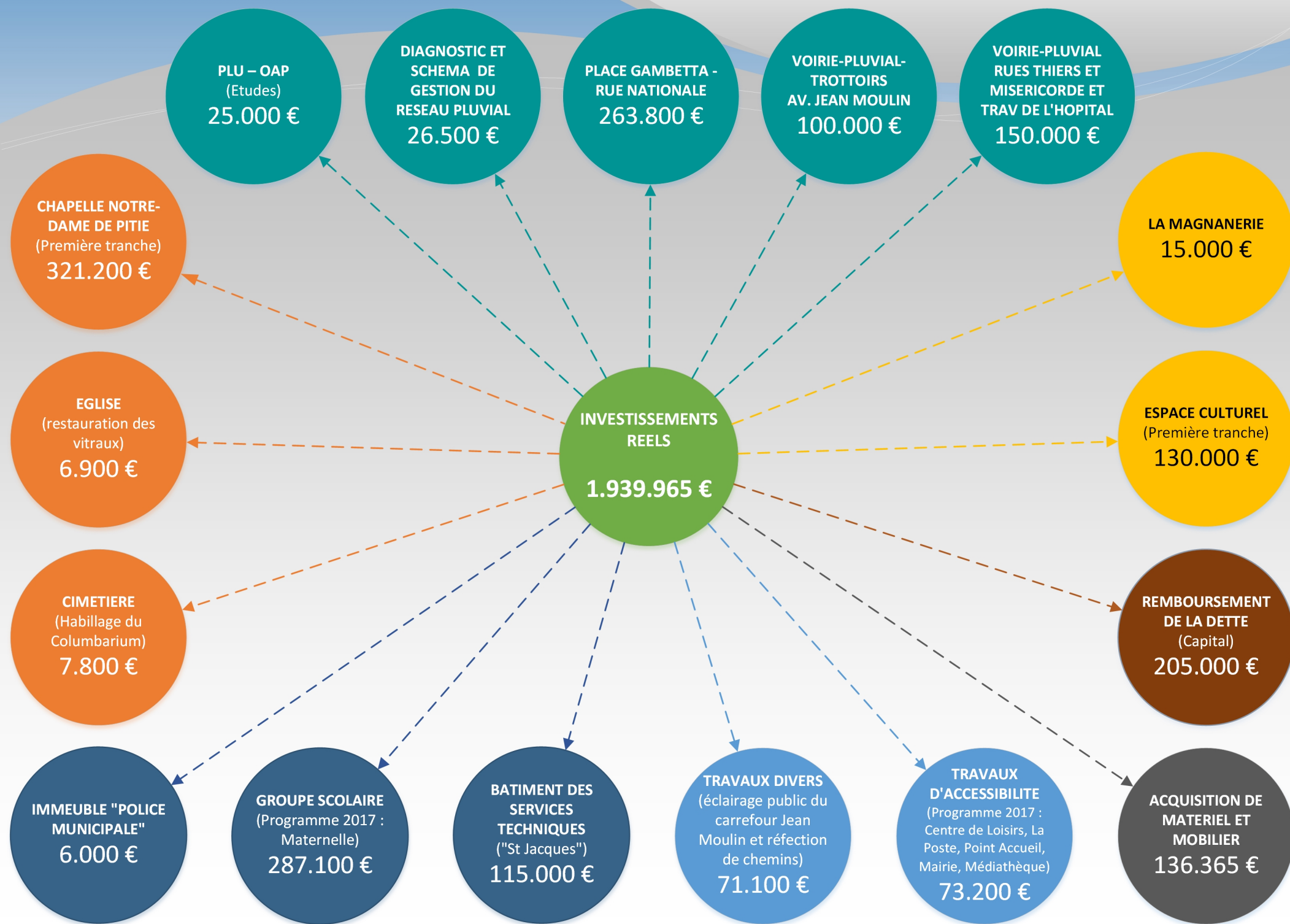
Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L 5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.



Fait à LE VAL le 11 avril 2017.

Le Maire,

Bernard SAULNIER



Annexe

Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

